



Division Etudes & Prospectives

JP ZÉGERS

T : 01 44 68 53 45

✉ jean-pierre.zegers@office-elevage.fr

Les structures de production de lait de vache au 1^{er} avril 2006

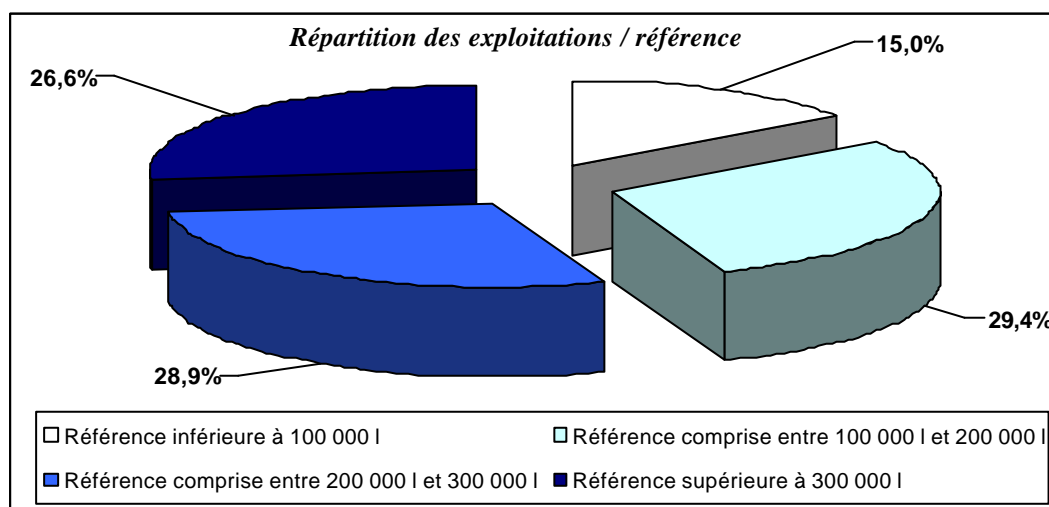
(exploitation du fichier des producteurs détenteurs d'une quantité de référence laitière – extraction du 23/11/2006)

I/ ETAT DES LIEUX

Au 1^{er} avril 2006, **97.970** exploitations laitières sont détentrices d'une quantité de référence laitière en France (-2,7 % par rapport à l'an dernier).

Si l'on considère uniquement les exploitations laitières livrant en laiterie, titulaires de moins de 20 % de quantité de référence "vente directe", leur nombre s'établit à **94.928**, pour une référence totale moyenne de **241.751 litres**.

En 2006, la répartition de l'ensemble des exploitations, par tranche de référence de 100.000 litres, est la suivante :



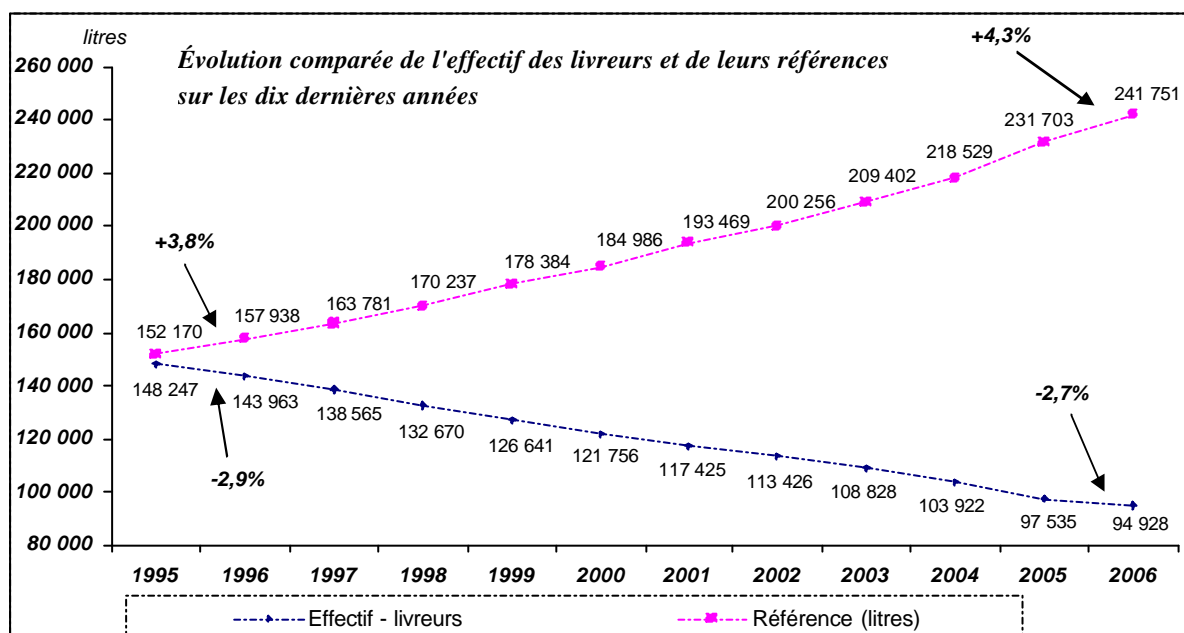
Le tableau récapitulatif des effectifs et des références moyennes par type de producteur (livreur, vendeur direct) est présenté ci-dessous :

	Effectif				Réf moy (litres)			Réf totale (x 1000 litres)		
	2005-06	2006-07	Δ	év%	2005-06	2006-07	év%	2005-06	2006-07	év%
Total producteurs	100 667	97 970	-2 697	-2,7	229 085	239 031	4,3	23 061 255	23 417 822	1,5
dont Livreurs (Livraison/Total ? 80%)	97 535	94 928	-2 607	-2,7	231 703	241 751	4,3	22 599 159	22 948 907	1,5
VD (Livraison/Total < 80%)	3 132	3 042	-90	-2,9	147 540	154 147	4,5	462 096	468 915	1,5
dont VD purs	1 629	1 572	-57	-3,5	76 834	78 713	2,4	125 163	123 737	-1,1

II/ RESTRUCTURATION - LE MOUVEMENT SE RALENTIT EN 2006

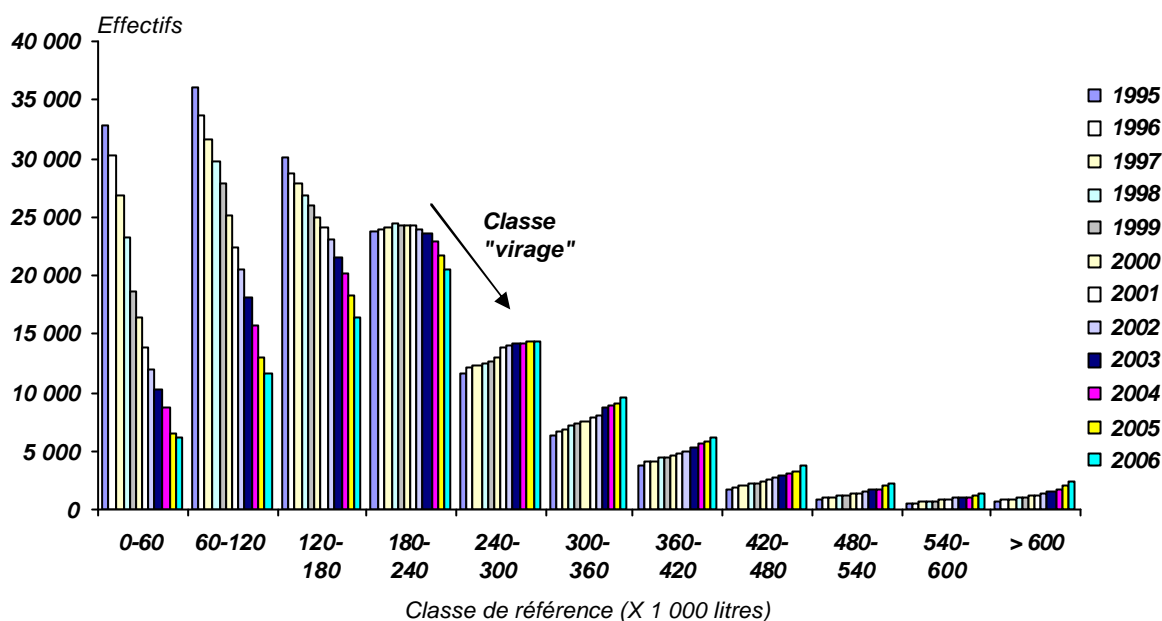
La baisse du nombre de livreurs semble se ralentir en 2006 (-2,7 %, soit -2.697 exploitations), alors que 2005 avait connu une diminution importante (-6,1 %, soit -6.539 exploitations) suite notamment à l'accroissement des cessations laitières liée à la revalorisation du barème de l'aide à la cessation laitière (ACAL) cette année-là.

Suite à la suspension du dispositif national d'ACAL pour la campagne 2005/2006, la restructuration semble retrouver un rythme proche de celui des dix dernières années hors 2005, suite à la suspension du dispositif national. En effet, la diminution annuelle de l'effectif des livreurs retrouve son niveau de 1996 (de l'ordre de -3%) et l'augmentation annuelle de la référence moyenne, quant à elle, est légèrement supérieure à celle de 1996 (+4,3% en 2006 contre +3,8% en 1996):



Évolutions différenciées suivant l'importance de la quantité de référence

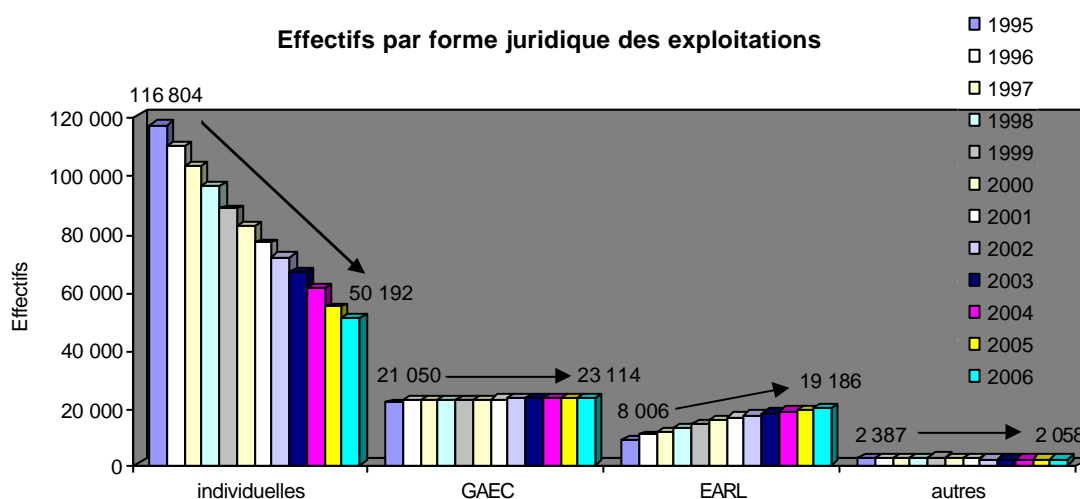
L'observation de l'évolution des effectifs de livreurs par classe de référence permet d'identifier les catégories de taille pour lesquelles la perte d'exploitations est permanente, et celles qui progressent



La tendance observée depuis 4 campagnes se confirme puisqu'on constate que l'effectif de livreurs de la classe de référence "180-240 000 litres" qui restait stable jusqu'en 2001/2002, poursuit sa baisse, tandis que la classe de référence "240-300 000 litres" qui était jusqu'alors en progression, semble se stabiliser. Ce décalage de la classe "virage" pour laquelle l'effectif reste stable paraît traduire une **élévation du seuil considéré comme viable** pour la reprise d'ateliers laitiers.

III/ PHENOMENE SOCIETAIRE - CONTINUE

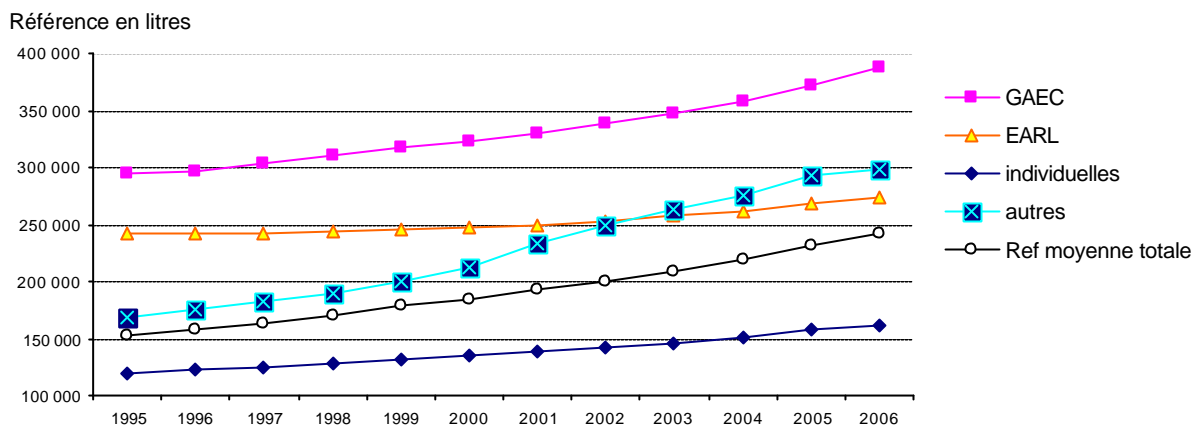
L'augmentation de l'importance des sociétés laitières, en effectifs et en référence, se poursuit dans la continuité de la tendance observée depuis 1995. En ce qui concerne les effectifs, la diminution du nombre d'exploitations est essentiellement le fait des exploitations individuelles (*baisse de 57 % en 11 ans*). Le nombre de GAEC et autres formes sociétaires (SCEA, ...) reste globalement stable, tandis que les EARL progressent nettement (*hausse de 140 % en 11 ans*):



En termes de quantité de référence moyenne, en revanche, les EARL (+6.100 litres), les exploitations individuelles (+3.400 litres) et les autres formes sociétaires (+5.600 litres)

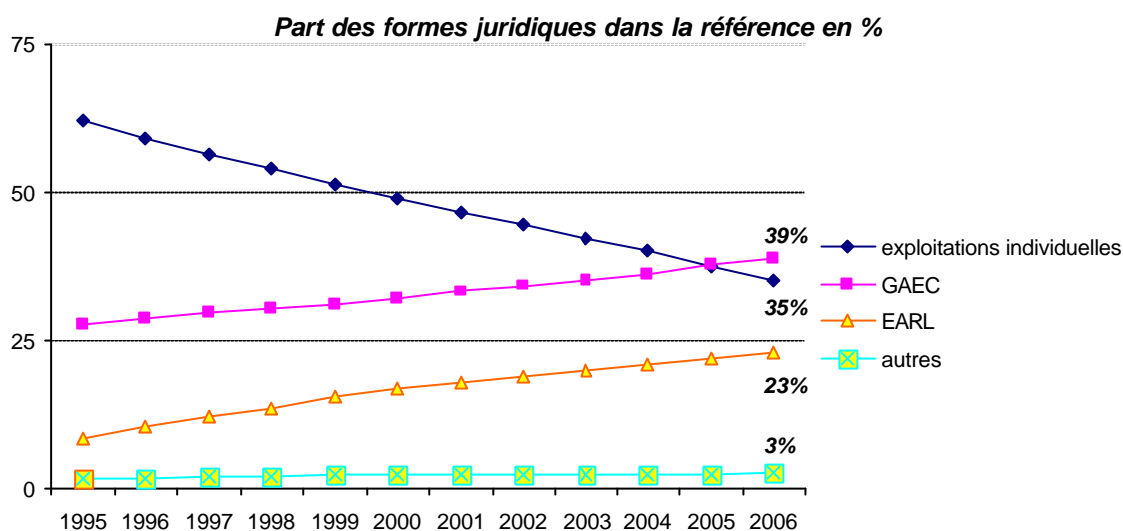
progressent moins vite que la moyenne nationale (+10.000 litres), tandis que les GAEC (+14.600 litres) affichent une progression supérieure à la moyenne nationale.

Evolution de la référence moyenne des exploitations



Globalement, le poids des GAEC et des EARL dans la référence totale progresse de façon relativement équivalente. Mais si l'augmentation du nombre d'exploitations explique cette situation pour les EARL, c'est l'accroissement de la taille des GAEC qui permet à ces formes sociétaires d'accroître leur poids économique.

En 2006, le quota détenu par les GAEC dépasse pour la première fois celui détenu par les exploitants individuels, soit 39%.



IV/ PARTICULARITES GEOGRAPHIQUES

Zones défavorisées et zones de montagne

La répartition du nombre de livreurs et de la référence entre zones géographiques évolue autour des valeurs suivantes:

Zone	% des exploitations	% de la référence
Plaine	64	70
Montagne	19	13
Défavorisée (hors montagne)	17	17

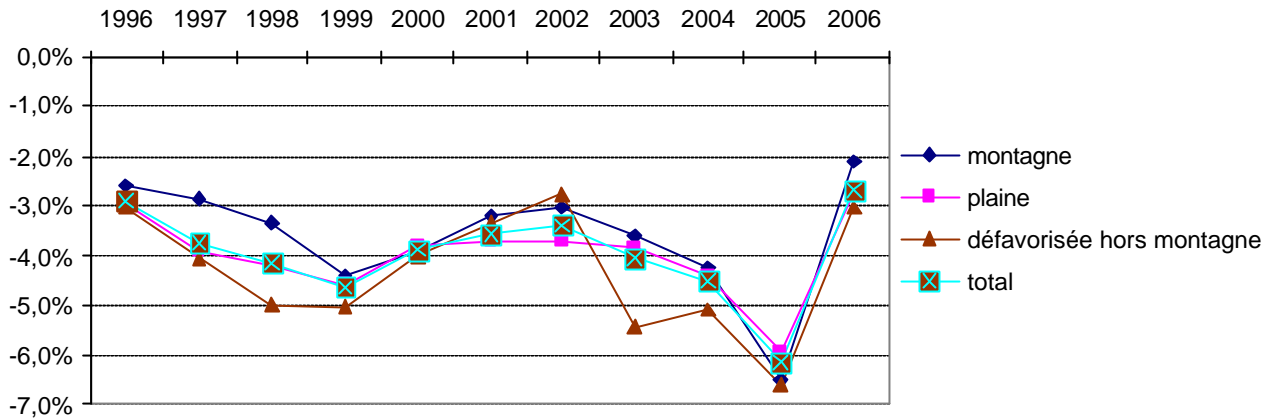
Cette répartition n'a pas été fondamentalement modifiée au cours des dix dernières années, et on constate que la dynamique de restructuration diffère peu suivant les zones au cours de cette dernière campagne.

On peut noter néanmoins qu'en zones de montagne, le mouvement de restructuration qui s'était accéléré l'an dernier semble légèrement plus faible cette année que dans les zones de plaine et les zones défavorisées.

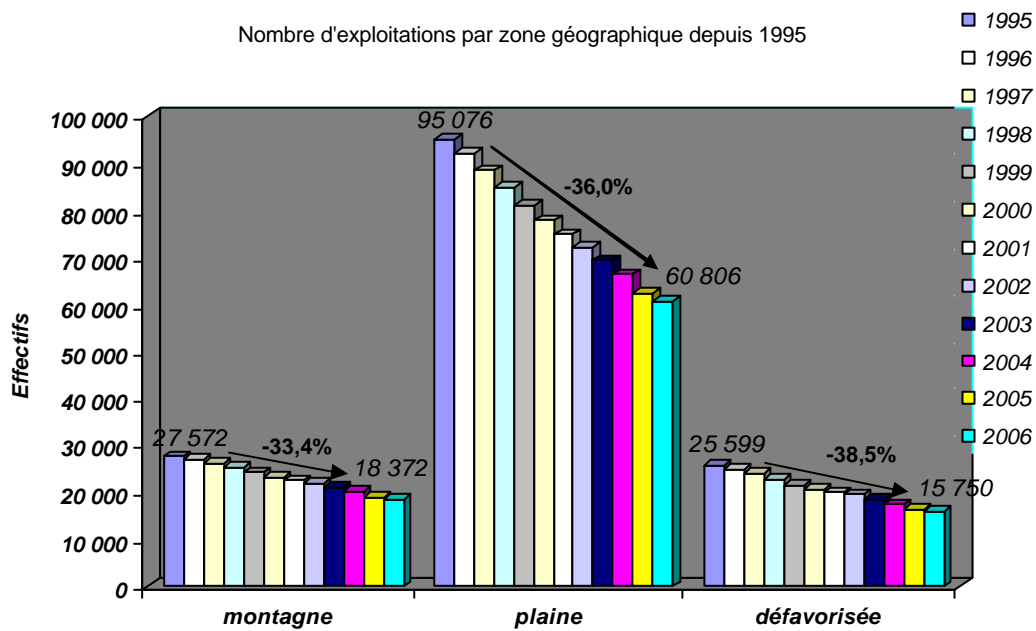
	Effectif				Réf moy (l)			Réf totale (x 1000 l)		
	2005-06	2006-07	Δ	év%	2005-06	2006-07	év%	2005-06	2006-07	év%
Zone de plaine	62 533	60 806	-1 727	-2,8	250 928	261 657	4,3	15 691 287	15 910 316	1,4
Zone défavorisée hors montagne	16 241	15 750	-491	-3,0	242 469	252 593	4,2	3 937 931	3 978 343	1,0
Zone de montagne	18 761	18 372	-389	-2,1	158 304	166 571	5,2	2 969 942	3 060 248	3,0

Le graphe suivant confirme que le taux de diminution du nombre d'exploitations en 2006 se rapproche du niveau observé en 1996 pour les zones de plaine et défavorisées et n'a jamais été aussi faible depuis 10 ans pour les zones de montagne.

Evolution annuelle en % du nombre d'exploitations, suivant la zone géographique



L'histogramme suivant présente la diminution des effectifs par zone géographique depuis 1995.



Particularités départementales

Une répartition globalement stable

Les cartes actuelles de localisation géographique des exploitations laitières et de la référence moyenne par département sont peu différentes de celles précédemment présentées.

Le "croissant laitier":

Les départements regroupant le plus grand nombre d'exploitations sont ceux qui forment le "croissant laitier" englobant tout le Grand Ouest, la Basse et la Haute Normandie, le Nord, le Grand Est, l'Auvergne, l'Aveyron, et enfin les Pyrénées-Atlantiques.

Voir Carte 1 – Nombre d'exploitations laitières par département en 2006.

L'axe "Bordeaux-Genève":

La répartition géographique des structures laitières suivant leur taille s'articule autour d'un axe Est-Ouest, séparant le Nord où les ateliers laitiers disposent, dans presque tous les départements concernés, d'une quantité de référence supérieure à la moyenne nationale (242.000 litres), du Sud où les moyennes sont le plus souvent inférieures à 242.000 litres, à l'exception d'une zone reliant la Gironde aux Pyrénées Orientales où le rythme des restructurations est important.

Voir Carte 2 – Référence moyenne par département en 2006.

Mais des dynamiques divergentes

Une analyse du rythme de la restructuration des exploitations laitières entre 1995 et 2006 nous amène à distinguer 3 grandes zones en fonction du rythme de diminution du nombre de livreurs:

☞ **zone de restructuration moyenne à modérée: le Nord-Est** (hors Alsace et l'Est de la Bourgogne)

On retrouve dans cette zone les départements dont le rythme de diminution du nombre de livreurs depuis 1995 est bien inférieur à la moyenne nationale (-36,1% sur les 11 dernières années).

Cette zone comprend notamment la Franche-Comté, la Lorraine, la Champagne-Ardenne, le Nord-Pas de Calais, la Picardie (excepté l'Aisne où le rythme s'accroît sur les deux dernières années) et l'Ouest de la Bourgogne (Nièvre et Yonne).

☞ **zone de restructuration moyenne: le Nord-Ouest, le Centre-Sud et les Alpes**

On retrouve dans cette zone les départements dont le rythme de diminution du nombre de livreurs depuis 1995 est proche de la moyenne nationale.

Cette zone est constituée:

* du Nord-Ouest: Bretagne, Pays de la Loire et Est de la Basse-Normandie

* du Centre-Sud: Auvergne, Limousin, Ouest de la région Rhône-Alpes (Loire et Rhône) et Nord de la région Midi-Pyrénées (Aveyron, Lot, Tarn et Tarn et Garonne)

* des Alpes du Nord: Savoie, Haute Savoie

☞ zone de restructuration importante: le Sud-Ouest, le Centre-Nord-Ouest, le Centre-Sud-Est et l'Alsace

On retrouve dans cette zone les départements dont le rythme de diminution du nombre de livreurs depuis 1995 est supérieur à la moyenne nationale.

Cette zone est constituée:

- * au Sud-Ouest: d'un triangle allant des Pyrénées orientales au département de Charente-Maritime
- * au Centre-Nord-Ouest: d'une zone reliant la Vienne à l'Eure en passant par les plaines céréalières du Centre
- * au Centre-Sud-Est: d'une zone reliant les Alpes du Sud aux plaines céréalières de l'Est de la Bourgogne en passant par le centre de la région Rhône-Alpes
- * de l'Alsace

Certains départements voient le rythme de "déprise laitière" s'accélérer sur les deux dernières années (*la diminution moyenne cumulée sur les années 2005 et 2006 étant de 8,7%*). Ils sont situés principalement dans le Sud-Ouest (*Pyrénées-Orientales, Ariège, Landes, Dordogne, Charente*) et dans la région Rhône-Alpes (*Ardèche, Drôme, Isère*), les départements de l'Aisne et du Haut-Rhin étant également concernés par une diminution de plus de 12% du nombre de livreurs depuis 2005.

Voir Carte 3 – Typologie d'évolutions en 2006

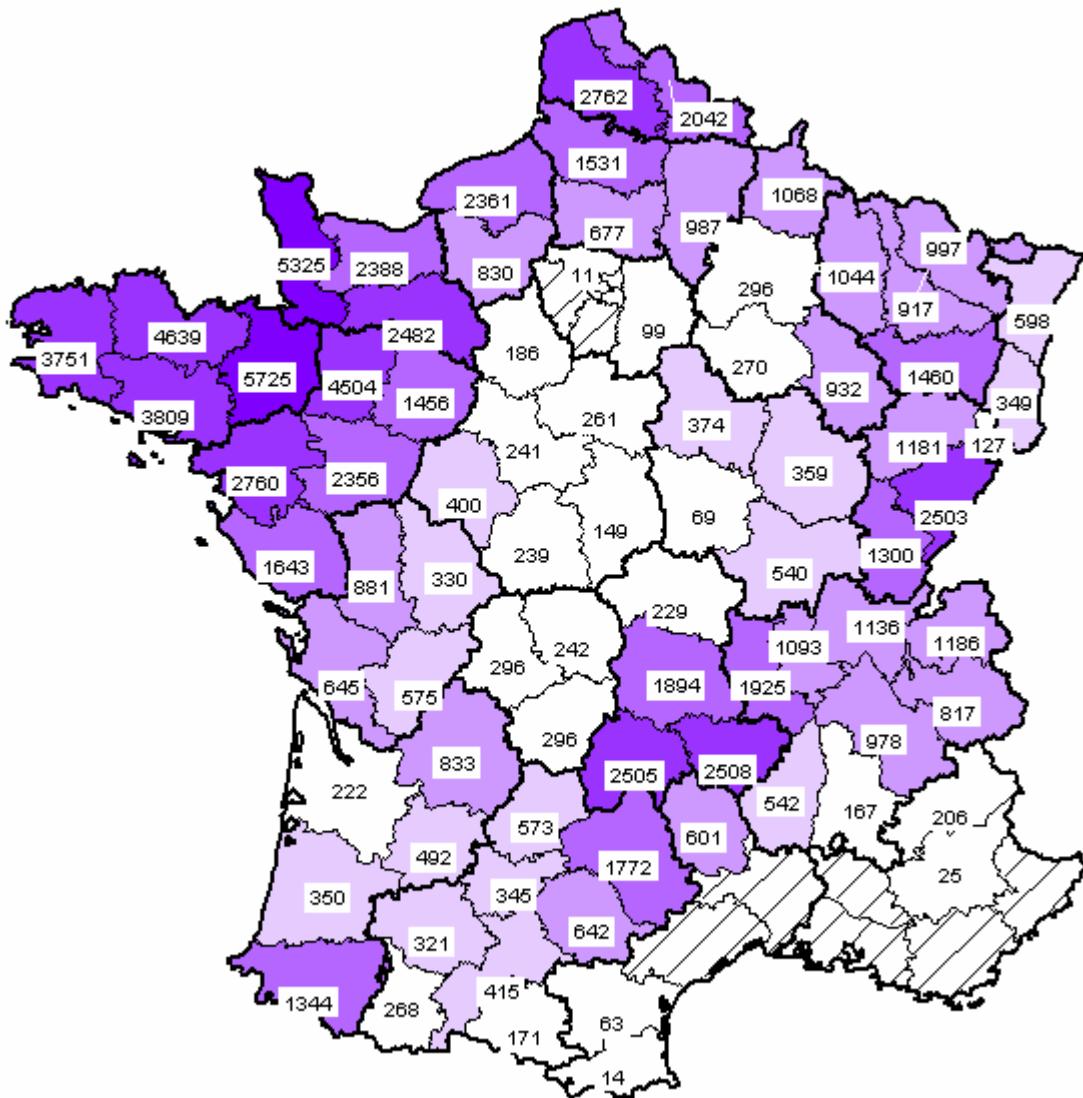
CONCLUSION

Globalement, on n'observe pas de bouleversement majeur du paysage laitier, qui retrouve un rythme de restructuration proche de celui des dix dernières années après une année 2005 où ce rythme s'était accéléré.

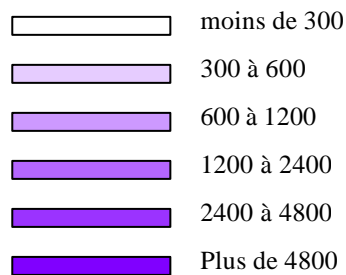
Les principales tendances observées en 2006 sont :

- **une diminution du nombre des exploitations de 2,7%**, le seuil des 100.000 exploitations (*livreurs et vendeurs directs*) ayant été franchi puisqu'on totalise près de 98.000 producteurs dont près de 95.000 livreurs.
- **une augmentation de la taille des structures** (*la référence moyenne des livreurs atteignant désormais près de 242.000 litres*), liée notamment à l'accélération du phénomène sociétaire (*le quota détenu par les formes sociétaires représentant désormais 65% du quota national*).

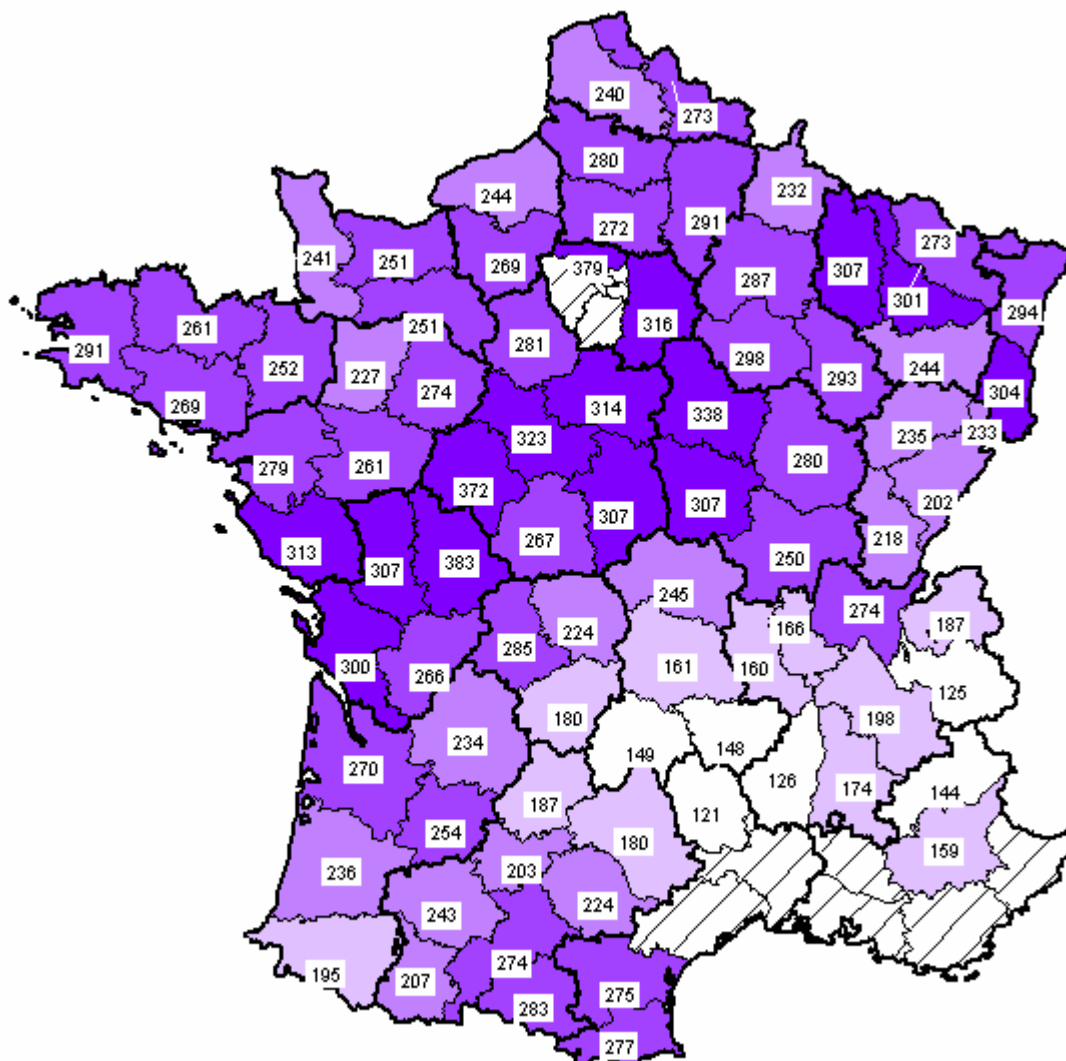
Carte 1 – Nombre de livreurs par département (2006)



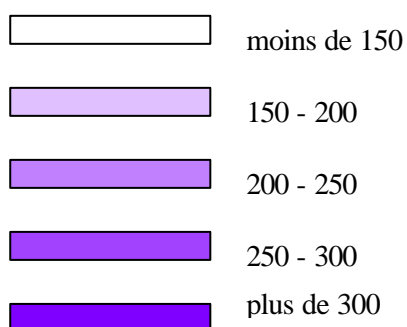
Nombre de livreurs par département (2006)



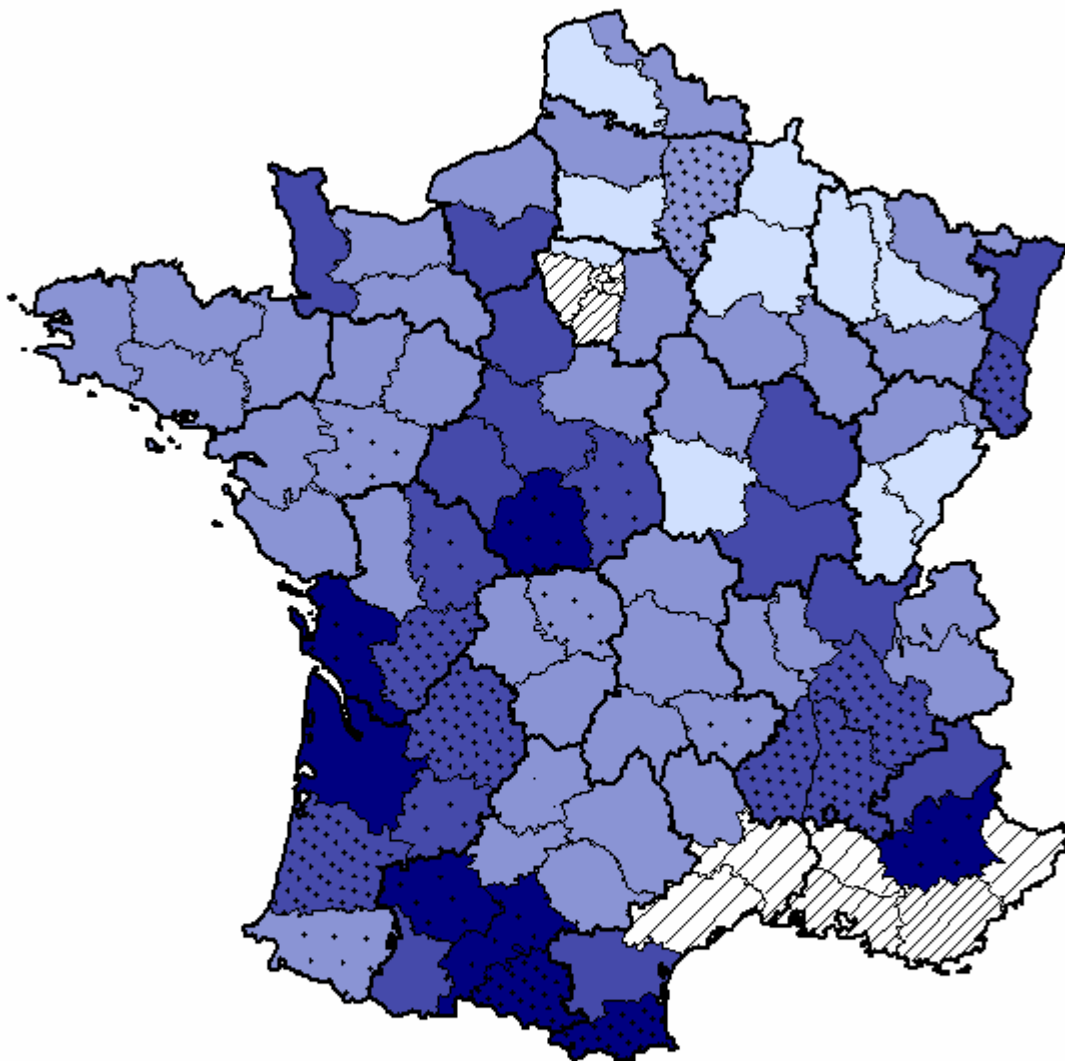
Carte 2 – Référence moyenne par département (2006)



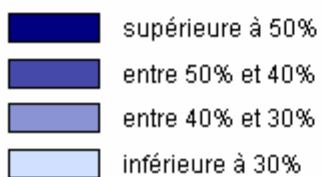
Référence moyenne (x 1000 l) (en 2006)



Carte 3 – Typologie d'évolutions (2006)



Diminution 2006/1995 du nombre de livreurs



Diminution 2006/2004 du nombre de livreurs

